



Dax, le 28 novembre 2014,

Lettre aux élu-es des communes de Montfort en Chalosse, Mugron, Amou, Morcenx, Biscarrosse, Parentis, Geaune, Aire sur Adour, Sabres, Dax et Mont de Marsan.

Copie au Président du Conseil Général.

Madame, Monsieur,

La Direction Départementale des Finances Publiques des Landes est en train de mettre en place un plan de réorganisation du réseau des services mais aussi de l'exercice des missions dans le cadre d'une « Démarche Stratégique » impulsée par les commandes gouvernementales de ces dernières années.

Le syndicat SOLIDAIRES Finances Publiques, majoritaire à la DDFIP des Landes, est en désaccord majeur avec cette logique qui vise à affaiblir considérablement le service public, notamment via :

- des concentrations à tous les niveaux (infra départementales, régionales, inter régionales) ;
- des spécialisations artificielles destinées à masquer le manque de moyens humains et matériels indispensables au plein exercice de nos missions ;
- des suppressions d'implantations administratives ;
- des réductions d'horaires d'ouverture au public ;
- une soi-disant modernité qui en passerait quasi exclusivement par une dématérialisation dont la réalité ne peut être niée mais qui n'est dans ce cas de figure qu'un prétexte à économies « aveugles ».

D'après des informations « arrachées » auprès du directeur départemental des Finances Publiques ces 6 et 25 novembre, en plus des suppressions annuelles d'emplois (10 à 12 jusqu'en 2017...), de profonds changements sont envisagés dans les prochaines années, :

Regroupements de services (Trésoreries de Mugron-Montfort-Amou à Montfort, , Trésorerie de Geaune à Aire sur Adour, Trésorerie de Morcenx à Sabres, SIP/SIE de Morcenx à Biscarrosse ou Parentis, fusion des 2 SIE de Dax), transfert du recouvrement de l'impôt des trésoreries vers les SIP, rabougrissement des horaires d'ouverture de tous les services du département, y compris les grands centres de Mont de Marsan et de Dax (24 h hebdomadaire dans les communes de plus de 10 000 habitants, 16 h dans les autres)...

Ces réformes, qui mettent en péril le service public de proximité, sont une des conséquences de la politique de suppression d'emplois menée depuis 12 ans à la DGFIP.

C'est ainsi que d'autres restructurations pourraient être annoncées si la situation des emplois venait encore à se dégrader.

Nous sommes à votre disposition pour vous rencontrer et réfléchir ensemble aux moyens de restaurer et de développer le service public fiscal, comptable et foncier dans notre département.

Contacts :

Geneviève Daudigeos, sec de section, genevieve.daudigeos@dgfip.finances.gouv.fr

Thierry Lheureux, secrétaire adjoint, thierry.lheureux@dgfip.finances.gouv.fr